

Il est tout à fait honteux, à mon sens, que certains représentants aient parlé de « fraude », en cette enceinte, et qu'ils aient employé d'autres termes de même acabit. Avant de reprendre mon siège, j'aimerais revenir succinctement à une remarque que j'ai faite hier soir. Au cours de la campagne électorale, le parti libéral aurait dit: « Nous allons regarder en avant, et non pas en arrière ». Cependant, j'estime qu'il est bon de regarder en arrière, de relever les observations des députés de Laurier et d'Essex-Est au sujet du parti qui siège dans le coin et de certains événements qui ont eu lieu pendant la guerre. J'étais petit garçon à l'époque, mais j'ai vaguement souvenance d'un parti libéral, si conscient de ses responsabilités, qui n'a même pas fait face au problème de la conscription pendant la guerre. Il ne s'agissait pas de déterminer si la conscription était souhaitable ou non—j'en suis justement aux fraudes politiques—mais le parti libéral ne voulait pas imposer la conscription pour la bonne raison qu'il avait peur de perdre les votes d'une région du pays. Voilà, à mon sens, la fraude la plus éclatante qu'ait jamais commise un gouvernement canadien.

(Texte)

M. Bélanger: Monsieur le président, bien que je sois plutôt un réformiste, je reconnais qu'il y a certaines traditions qui méritent d'être respectées comme, par exemple, celle qui consiste à féliciter l'Orateur, par votre intermédiaire, de sa nomination à ce poste si lourd de responsabilité.

Il en est une autre que je veux aussi respecter, c'est celle qui a été établie par mes prédécesseurs, comme députés de Charlevoix, et qui consiste, lors d'un premier discours, à faire valoir et à mettre en évidence les beautés du grand comté que j'ai maintenant l'honneur de représenter. Ma circonscription a pour limite sud, et dans toute sa largeur, le noble et majestueux fleuve Saint-Laurent qui dans cette partie de son cours prend une ampleur qui donne une idée de l'immensité de la magnifique contrée qu'il traverse.

Et, en passant, je me dois de signaler que le district électoral de Charlevoix devrait plutôt s'appeler Charlevoix-Montmorency, puisqu'en fait il y a deux comtés dans ma circonscription.

Cette région qui est formée de hautes montagnes et de hauts plateaux à mesure qu'on s'éloigne des rives du Saint-Laurent, est semée de petites villes, villages et paroisses, le tout égayé de nombreux lacs et rivières poissonneux qui font les délices des pêcheurs. Mais il reste encore de vastes massifs de boisés qui alimentent, en matières premières, les deux seules grosses industries de mon comté, soit

les usines de papier-journal de la *St. Ann Paper Co. Ltd.*, à Beupré, et la *Donohue Brothers*, à Clermont. On y relève aussi de nombreux indices, très prometteurs, d'un sol riche en minerai.

Monsieur le président, dans ce magnifique comté, dont je viens de décrire la conformation géographique et de signaler quelque peu les ressources naturelles, vit une population d'environ 50,000 âmes, dont une grande partie dans la pauvreté et la misère même. Je sais, pour l'avoir parcouru dans tous les sens et y avoir rencontré personnellement de nombreux citoyens de toutes les classes de la société, qu'il y a de nombreux taudis et que des centaines de familles vivent avec la maigre pitance que leur distribuent les services de bien-être social. Par ailleurs, ce qui est vrai pour ma circonscription l'est également, et malheureusement, pour la grande majorité des circonscriptions du Canada.

La masse du peuple canadien vit dans l'indigence, pendant que la production actuelle est abondante et que la possibilité d'une production encore plus grande est prouvée par le très grand nombre de chômeurs qu'il y a dans le pays. Nous, Canadiens, avons le droit et le moyen de jouir du plus haut niveau de vie du monde, grâce à la diversité et à l'immensité de nos richesses naturelles, ainsi qu'à l'organisation très poussée de notre système producteur, et tout ceci, soit dit en passant, grâce à l'entreprise privée.

Dans le discours du trône, on continue, comme par le passé, à nous parler de mesures à prendre pour stimuler l'exportation de notre production dans les autres pays. Quand donc aurons-nous un gouvernement qui voudra s'ouvrir les yeux pour constater que nous avons ici, au pays, dans la personne des Canadiens, un marché tout prêt, tout désireux de consommer au moins une partie très importante des produits que l'on veut exporter ailleurs?

La seule chose qu'il faut faire pour « développer » ce marché naturel, c'est de fournir un pouvoir d'achat aux Canadiens qui n'attendent que cela pour consommer et produire par la suite. Pourquoi prétend-on que c'est une bonne politique que de fournir des crédits à l'étranger pour lui permettre d'acheter notre production, et que d'adopter une politique semblable à l'égard des Canadiens d'abord, cela serait mauvais? Nous avons déjà à notre disposition les organismes nécessaires pour faire cette redistribution du pouvoir d'achat; il suffit de relever les taux des allocations familiales, des pensions aux invalides et de toutes les autres pensions versées en vertu des mesures sociales déjà existantes, et si cela ne suffit pas, on n'aura qu'à y ajouter un dividende national.

[M. McDonald.]